

6

**CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL DU 10 MAI 2001 PORTANT MODIFICATION
ET COORDINATION DE LA CCT DU 14 MAI 1971 CONCERNANT LES GARANTIES
SYNDICALES**

La présente convention est conclue en exécution de l'accord sectoriel du 21 mars 2001.

**I. OBJET – DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DE LA CCT DU 14 MAI 1971
CONCERNANT LES GARANTIES SYNDICALES**

ARTICLE 1 Il est inséré un article 1 bis à la CCT du 14 mai 1971 concernant les garanties syndicales, formulé comme suit :

« A dater du 01.04.2001, le montant mentionné à l'article 1^{er}, alinéa 1, est ramené à 0,475 % des salaires bruts déclarés à l'ONSS.

A la même date, la part égale à 0,05 % des salaires bruts à titre de contribution pour la formation syndicale est soustraite du champ d'application de la présente convention. A partir du 01.04.2001, le financement de la formation syndicale est régi par les dispositions de l'article 12, alinéa 2, de la CCT du 21 avril 1972 concernant la formation syndicale, dont le texte est modifié en conséquence.

Les organisations syndicales signataires déclarent destiner, notamment au paiement d'une allocation annuelle compensatoire à leurs membres, le solde du montant visé à l'alinéa 1 ».

ARTICLE 2 A l'article 5, alinéa 2, la mention « selon les modalités fixées dans un règlement interne » est remplacée par la mention suivante :

« selon les modalités fixées dans le règlement d'application ci-annexé ».

ARTICLE 3 L'article 10, alinéas 1 et 2, est remplacé par les dispositions suivantes :

« La présente convention entre en vigueur au 1^{er} avril 1971, sauf pour les dispositions spécifiques prévoyant d'autres dates d'entrée en vigueur.

Elle est conclue pour une durée indéterminée ; elle pourra être dénoncée par chacune des parties avec un préavis de six mois, notifié par pli recommandé adressé au Président de la Commission Paritaire de l'Industrie Sidérurgique (CP n° 104).

ARTICLE 4 Les modifications suivantes sont apportées au règlement d'application des articles 6 et 8 de la CCT du 14 mai 1971 concernant les garanties syndicales :

« A. 1° : 4,46 € et 8,92 € à partir du 01.01.2002 »

« A. 2° : 3,59 € et 7,19 € à partir du 01.01.2002 »

« A. 3° : 1,86 € à partir du 01.01.2002 »

« C. Passage à l'euro : règle selon laquelle les montants exprimés en francs belges (tableau) sont valables jusqu'au 31.12.2001 ».

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR
11 -05- 2001

58557 1/01/2004

4

II. DISPOSITIONS PORTANT COORDINATION DE LA CCT DU 14 MAI 1971 CONCERNANT LES GARANTIES SYNDICALES

ARTICLE 5 Les parties signataires reprennent ci-dessous le texte coordonné de la CCT du 14 mai 1971 (déposé dans sa dernière version sous le n° 52834/CO/104), tel qu'il résulte des modifications y apportées par les articles précédents :

Texte coordonné CCT du 14 mai 1971 concernant les garanties
syndicales

Entre :

le Comité de la Sidérurgie Belge, d'une part

et

la Centrale des Métallurgistes de Belgique,
la Centrale Chrétienne des Métallurgistes de Belgique,
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique,

s'engageant ensemble et solidairement dans le cadre de leurs statuts, tant au niveau national qu'au niveau des régions et au niveau des entreprises affiliées au Comité de la Sidérurgie Belge, les trois syndicats étant désignés dans la présente convention sous l'appellation « les organisations syndicales », d'autre part.

Constatant que la conclusion de conventions collectives ou d'accords collectifs

- confirme dans leur rôle de contractants valables les organisations syndicales, nationales et régionales, les délégations syndicales d'entreprise, l'organisation patronale, groupée sur le plan national ou régional, et les directions des entreprises ;
- apporte aux travailleurs une participation réelle et continue au progrès économique et social ;
- implique le respect de ces conventions ou accords par les parties signataires et engage leur responsabilité ainsi que celle de leurs mandataires ou préposés ;

Considérant que la présente convention ne met nullement en cause le droit de grève qu'il appartient aux organisations syndicales d'exercer ;

Considérant qu'à cet égard, il convient d'observer les dispositions des conventions conclues par les organisations syndicales et notamment la convention fixant la procédure de conciliation ;

Considérant qu'en effet, il est de l'intérêt des organisations signataires, des travailleurs, des entreprises et de l'économie en général, que l'on tente de régler les litiges à travers les possibilités de négociation, particulièrement développées dans les entreprises sidérurgiques, et en cas de besoin, par le recours aux organes régionaux et national de conciliation ;

4

Considérant que, dans tous les cas de grève, la sauvegarde de l'outil et la sécurité des installations, dont la détérioration porterait autant préjudice aux travailleurs qu'à l'entreprise, sont indispensables et traditionnellement assurées, comme le confirme d'ailleurs une décision de la C.P.N.I.S., rendue obligatoire par l'arrêté royal du 7 mai 1951 ;

Considérant qu'il convient d'assurer, en mettant inconditionnellement à disposition d'un compte intersyndical un montant égal à un certain pourcentage des salaires, le paiement d'une allocation compensatoire annuelle aux membres des organisations syndicales signataires de la présente convention ;

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} A dater du 1^{er} juillet 1999, le Comité de la Sidérurgie Belge transfère à trimestre échu, à un compte intersyndical, un montant correspondant à 0,525 % des salaires bruts déclarés à l'ONSS, qui lui est versé par les entreprises relevant de la Commission Paritaire de l'Industrie Sidérurgique (CP n° 104).

De ce montant, une part égale à 0,05 % des salaires bruts constitue une contribution aux dépenses assumées par les organisations syndicales dans le cadre de la formation syndicale.

Les organisations syndicales signataires déclarent destiner, notamment au paiement d'une allocation annuelle compensatoire à leurs membres, le solde du montant visé à l'alinéa 1^{er}.

Article 1 bis A dater du 01.04.2001, le montant mentionné à l'article 1^{er}, alinéa 1, est ramené à 0,475 % des salaires bruts déclarés à l'ONSS.

A la même date, la part égale à 0,05 % des salaires bruts à titre de contribution pour la formation syndicale est soustraite du champ d'application de la présente convention. A partir du 01.04.2001, le financement de la formation syndicale est régi par les dispositions de l'article 12, alinéa 2, de la CCT du 21 avril 1972 concernant la formation syndicale, dont le texte est modifié en conséquence.

Les organisations syndicales signataires déclarent destiner, notamment au paiement d'une allocation annuelle compensatoire à leurs membres, le solde du montant visé à l'alinéa 1^{er}.

Article 2 Les organisations syndicales et patronales ainsi que leurs représentants respectifs à tous les niveaux, s'engagent à respecter tous accords et conventions qu'elles ont librement conclus, soit pour l'ensemble de l'industrie sidérurgique, soit pour des entreprises d'une région, soit pour une seule entreprise.

Lorsqu'une organisation nationale ou régionale ne respecte pas une de ces conventions ou la dénonce avant terme, l'organisation lésée peut se déclarer de plein droit déchargée des obligations qui résultent pour elle de la présente convention, sauf celle prévue par l'article 1^{er} qui ne peut être dénoncée que conformément à l'article 10.

Article 3 Les organisations syndicales et patronale s'engagent à user de toute leur influence pour que continue à se développer sur le plan régional et dans les entreprises l'esprit de méthode et d'ordre dans les relations sociales, dont la présente convention est une expression et qui se concrétise par la conclusion de conventions ou d'accords réglant l'évolution sociale pour des périodes déterminées.

Article 4 Les organisations syndicales et patronale ainsi que leurs représentants respectifs à tous les niveaux, s'engagent, en cas de litige, et quelle que soit la nature de celui-ci, à respecter les dispositions de la convention fixant la procédure de conciliation, datée du 17 février 1965 et à les faire respecter dans les entreprises.

Article 5 En contrepartie du respect par les organisations syndicales et leurs représentants à tous les niveaux, des engagements souscrits aux articles 2 à 4, le Comité de la Sidérurgie Belge verse à dater du 1^{er} juillet 1999 à trimestre échu, à un compte intersyndical, une allocation correspondant à 0,175 % des salaires bruts déclarés à l'ONSS par les entreprises affiliées.

Cette allocation peut être diminuée ou augmentée dans les cas prévus aux articles 6 à 8 et selon les modalités fixées dans le règlement d'application ci-annexé.

Article 6

1° L'allocation visée à l'article précédent peut faire l'objet d'une diminution si une grève, totale ou partielle, ou un arrêt de travail se produit d'une manière irrégulière, c'est-à-dire :

- a) à propos d'une matière couverte par une convention à durée déterminée, régulièrement adoptée à quelque niveau que ce soit ;
- b) à propos de toute autre matière, sans que soient respectées les dispositions de la convention fixant la procédure de conciliation, datée du 17 février 1965.

2° Une diminution est appliquée lorsqu'il est paritairement établi que la grève ou l'arrêt irrégulier a été déclenché avec l'approbation ou la collaboration d'une organisation syndicale nationale, d'un permanent régional ou d'un délégué syndical.

4

Dans les autres cas, une diminution peut être appliquée sauf si, à l'intervention des organisations ou délégations syndicales, le travail reprend au plus tard au cours du poste suivant celui où l'arrêt a débuté.

Article 7 La répétition d'arrêts du travail de courte durée et l'exécution délibérément ralentie du travail sont contraires à l'esprit de la présente convention. Si elles survenaient néanmoins, elles pourraient être assimilées à la grève continue pour l'interprétation de l'article 6.

En vue d'éviter tout malentendu quant à la véritable nature des suspensions du travail pour assemblées du personnel, il est rappelé que celles-ci ne peuvent être tenues dans l'enceinte des usines que selon les modalités prévues à ce sujet au niveau de l'entreprise en application de l'article 44 de la convention collective du 24 juillet 1974 réglant le statut de la délégation syndicale du personnel ouvrier des entreprises sidérurgiques. Il sera tenu compte des modifications éventuelles de cet article, qui interviendraient en cours d'application de la présente convention.

Article 8

- 1° Il n'y a pas application de la diminution prévue à l'article 6, lorsque la grève se produit soit parce que l'employeur refuse, après que les règles de conciliation aient été respectées par les deux parties, d'appliquer une convention collective nationale ou régionale, ou un accord collectif conclu au niveau de son entreprise, soit parce qu'à l'occasion d'un litige l'employeur refuse de se présenter ou de se faire représenter devant les organes de conciliation conformément à la procédure convenue entre les parties signataires.
- 2° Dans ce cas, l'allocation visée à l'article 5 est en outre augmentée.

Article 9 Au moins au début de chaque trimestre ou plus tôt en cas de nécessité particulière, les représentants nationaux des parties signataires examinent, en appréciant toutes les circonstances de fait et de droit, les arrêts de travail survenus éventuellement au cours du trimestre précédent et signalés comme rentrant dans le cadre des articles 6 à 8. Ils peuvent décider de se rendre sur place en vue de compléter contradictoirement leurs informations.

Si un désaccord subsiste sur la réalité des faits ou sur leur interprétation au regard des articles 6 à 8, les organisations syndicales peuvent soumettre la question à l'avis définitif d'un collège de trois personnes désignées en accord avec l'organisation patronale. A défaut d'accord sur cette désignation, le collège est composé d'une personne désignée par les organisations syndicales et d'une personne désignée par l'organisation patronale, ainsi que du Président de la C.P.N.I.S.

4

Article 10 La présente convention entre en vigueur au 1^{er} avril 1971, sauf pour les dispositions spécifiques prévoyant d'autres dates d'entrée en vigueur.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et pourra être dénoncée avec un préavis de six mois, notifié par pli recommandé adressé au Président de la Commission Paritaire de l'Industrie Sidérurgique (CP n° 104).

Article 11 La convention du 17 février 1965, fixant la procédure de conciliation est prorogée pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée suivant les mêmes modalités que celles déterminées à l'article précédent, 2^e alinéa, pour la convention collective sur les garanties syndicales.

Règlement d'application des articles 6 et 8 de la CCT du 14 mai 1971
concernant les garanties syndicales

A. Pour l'application de l'article 6 de la convention sous rubrique, les modalités suivantes sont arrêtées :

1° Lorsque la grève ou l'arrêt irrégulier a été déclenché avec l'approbation ou la collaboration d'une organisation syndicale nationale ou d'un permanent syndical régional, la diminution est de 4,46 € par ouvrier ayant cessé ou dû cesser le travail et par jour d'arrêt jusqu'au vingtième jour de grève et de 8,92 € au-delà, sans pouvoir être inférieure à 6,66 % de la somme des allocations de 0,175 % des salaires, afférentes aux quatre trimestres précédents, ni supérieure à 50 % de cette somme.

2° Lorsque la grève ou l'arrêt irrégulier, bien que désapprouvé par les organisations syndicales nationales et régionales, a été déclenché avec l'approbation ou la collaboration d'un délégué syndical principal, libéré en permanence de tout travail professionnel, la diminution est de 3,59 € par ouvrier ayant cessé ou dû cesser le travail et par jour d'arrêt jusqu'au vingtième jour de grève et de 7,19 € au-delà, sans pouvoir être inférieure à 5,33 % de la somme des allocations de 0,175 % des salaires, afférentes aux quatre trimestres précédents, ni supérieure à 40 % de cette somme.

La diminution est réduite de moitié si, à l'intervention des organisations syndicales nationales ou régionales, le travail reprend dans les 24 heures.

3° Lorsque la grève ou l'arrêt irrégulier, bien que désapprouvé par toutes les autres instances syndicales, a été déclenché avec l'approbation ou la collaboration d'un délégué syndical autre qu'un délégué principal, la diminution est de 1,86 € par ouvrier ayant cessé ou dû cesser le travail et par jour d'arrêt, sans pouvoir être inférieure à 2,66 % de la somme des allocations de 0,175 % des salaires, afférentes aux quatre trimestres précédents, ni supérieure à 20 % de cette somme.

La diminution est réduite de moitié si, à l'intervention des organisations syndicales ou d'un délégué syndical principal, le travail reprend dans les 24 heures.

4° Lorsque la grève ou l'arrêt irrégulier est intervenu en dehors de toute approbation ou collaboration de quelque organisation ou mandataire syndical que ce soit, aucune diminution de l'allocation de 0,175 % des salaires n'est appliquée si, à l'intervention des organisations et délégations syndicales, le travail reprend au plus tard au cours du poste suivant celui où l'arrêt a débuté.

Si le travail ne reprend pas endéans ce délai, l'opportunité d'une diminution et son importance feront l'objet d'un examen particulier entre les représentants des parties signataires qui tiendront compte de la durée de l'arrêt du travail, de sa nature, des efforts faits par les organisations et délégations syndicales pour éviter l'arrêt et faire reprendre le travail ainsi que de tous les autres éléments ayant caractérisé l'origine, la poursuite et la résorption de l'arrêt.

L'absence de diminution de l'allocation peut notamment être décidée si l'arrêt de travail se produit parce que l'employeur n'applique pas une convention collective nationale, régionale ou d'entreprise.

5° Le soutien financier accordé par une organisation syndicale aux travailleurs impliqués dans une grève irrégulière, telle que définie à l'article 6, 1° de la convention sous rubrique, n'est pas considéré comme une approbation de l'irrégularité par cette organisation, s'il est décidé dans des cas exceptionnels et que cette décision a été portée à la connaissance de la direction de l'entreprise touchée ou de l'organisation patronale, préalablement à sa mise en application.

6° Lorsque les diminutions à appliquer en vertu du présent règlement dépassent pour un trimestre déterminé l'allocation de 0,175 % des salaires bruts de ce trimestre, la partie non couverte est reportée sur le ou les trimestres suivants.

B. Pour l'application de l'article 8 de la convention sous rubrique, l'augmentation de l'allocation de 0,175 % des salaires s'effectue selon les mêmes modalités que celles prévues sous A, 1° du présent règlement.

C. Passage à l'euro

Pour les montants exprimés en euro dans la 2^{ème} colonne du tableau, les montants exprimés en francs belges dans la 3^{ème} colonne sont valables jusqu'au 31.12.2001.

Point A. 1°	4,46 € et 8,92 €	180 BEF et 360 BEF
Point A. 2°	3,59 € et 7,19 €	145 BEF et 290 BEF
Point A. 3°	1,86 €	75 BEF

III. DISPOSITIONS FINALES DE LA CCT DU 10 MAI 2001

ARTICLE 6 La présente convention entre en vigueur le 01.04.2001. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties avec un préavis de six mois, notifié par pli recommandé adressé au Président de la Commission Paritaire de l'Industrie Sidérurgique (CP n° 104).

11-05-2001

15-08-2001

NR.
N°

58557 100/204

#

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 10 MEI 2001 HOUDENDE WIJZIGING
EN COORDINATIE VAN DE CAO VAN 14 MEI 1971 OVER DE SYNDICALE
WAARBORGEN**

Onderhavige overeenkomst is afgesloten in uitvoering van het sectoraal akkoord van 21 maart 2001.

I. ONDERWERP – BEPALINGEN HOUDENDE WIJZIGING VAN DE CAO VAN 14 MEI 1971 OVER DE SYNDICALE WAARBORGEN

ARTIKEL 1 Er wordt een artikel 1 bis toegevoegd aan de CAO van 14 mei 1971 over de syndicale waarborgen, als volgt geformuleerd :

“Vanaf 01.04.2001 wordt het bedrag vermeld in artikel 1, alinea 1, herleid op 0,475 % van de bij de RSZ aangegeven brutolonen.

Op dezelfde datum valt het deel gelijk aan 0,05 % van de brutolonen als toelage voor de syndicale opleiding buiten het toepassingsgebied van onderhavige overeenkomst. Vanaf 01.04.2001 wordt de financiering van de syndicale opleiding geregeld door de bepalingen van artikel 12, alinea 2, van de CAO van 21 april 1972 betreffende de syndicale opleiding, waarvan de tekst overeenkomstig gewijzigd wordt.

De ondertekenende vakverenigingen verklaren dat het saldo van het in de eerste alinea beoogde bedrag namelijk bestemd is voor de betaling van een jaarlijkse compenserende toelage aan hun leden”.

ARTIKEL 2 In artikel 5, alinea 2, wordt de vermelding “volgens de in een intern reglement bepaalde modaliteiten” vervangen door wat volgt :

“volgens de in het bijgevoegde toepassingsreglement bepaalde modaliteiten”.

ARTIKEL 3 Artikel 10, alinea 1 en alinea 2, wordt vervangen door volgende bepalingen :

“Deze overeenkomst treedt in werking op 1 april 1971, uitgezonderd voor de specifieke bepalingen die een andere datum van inwerkingtreding voorzien.

Ze wordt voor een onbepaalde duur gesloten; ze kan door elke partij opgezegd worden met een opzeggingstermijn van zes maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité van de IJzernijverheid (PC nr 104)”.

ARTIKEL 4 In het toepassingsreglement van de artikels 6 en 8 van de CAO van 14 mei 1971 over de syndicale waarborgen worden volgende wijzigingen aangebracht

“A. 1° : 4,46 € en 8,92 € vanaf 01.01.2002”

“A. 2° : 3,59 € en 7,19 € vanaf 01.01.2002”

“A. 3° : 1,86 € vanaf 01.01.2002”

“C. Overgang naar de euro : regeling waarin bepaald wordt dat de bedragen die in Belgische frank (tabel) worden vermeld tot 31.12.2001 gelden”.

II. BEPALINGEN HOUDENDE COÖRDINATIE VAN DE CAO VAN 14 MEI 1971 OVER DE SYNDICALE WAARBORGEN

ARTIKEL 5 De ondertekenende partijen geven hieronder de coördinatie van de tekst van de CAO van 14 mei 1971 (laatste versie neergelegd onder nr 52834/CO/104), zoals aangepast door de wijzigingen die uit de vorige artikels voortvloeien.

Coördinatie van de CAO van 14 mei 1971 over de syndicale waarborgen

Tussen:

het Belgisch IJzer- en Staalcomité, enerzijds,

en

de Centrale der Metaalbewerkers van België,
de Christelijke Centrale der Metaalbewerkers van België,
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België,

zich samen, in het raam van hun statuten, solidair verbindend, zowel op nationaal als op gewestelijk vlak en op het vlak van de ondernemingen aangesloten bij het Belgisch IJzer- en Staalcomité, deze drie vakverenigingen in deze overeenkomst aangeduid zijnde onder de benaming "de vakverenigingen", anderzijds.

Overwegende dat het sluiten van collectieve overeenkomsten of akkoorden

- de nationale en gewestelijke vakverenigingen, de syndicale afvaardigingen in de ondernemingen, de werkgeversorganisatie, de gewestelijke werkgeversgroeperingen en de bedrijfsdirecties in hun rol van geldige contractanten bevestigt;
- de werknemers een werkelijke en voortdurende deelneming aan de economische en sociale vooruitgang bezorgt;
- de naleving van die overeenkomsten of akkoorden door de ondertekenende partijen insluit en hun verantwoordelijkheid alsmede die van hun mandatarissen of aangestelden meebrengt;

Overwegende dat deze overeenkomst het stakingsrecht, dat door de vakverenigingen behoort uitgeoefend te worden, niet in het gedrang brengt;

Overwegende dat het in dit opzicht behoort de bepalingen van de door de vakorganisaties gesloten overeenkomsten, en namelijk van de overeenkomst tot vaststelling van de verzoeningsprocedure, na te leven;

Overwegende dat de ondertekenende organisaties, de werknemers, de ondernemingen en het bedrijfsleven in het algemeen er belang bij hebben dat de geschillen opgelost worden door alle onderhandelingsmogelijkheden, die bijzonder ontwikkeld zijn in de staalbedrijven en, zo nodig, door beroep te doen op de gewestelijke en nationale verzoeningsorganen;

Overwegende dat in alle gevallen van staking het vrijwaren en veiligstellen van de inrichtingen, waarvan de beschadiging even nadelig zou zijn voor de werknemers als voor de onderneming, noodzakelijk is en traditioneel ook verzekerd wordt, wat trouwens bevestigd is in een beslissing van het N.P.C.IJ., die door het koninklijk besluit van 7 mei 1951 bindend werd gemaakt;

Overwegende dat het past de betaling van een jaarlijkse compenserende toelage aan de leden van de ondertekenende vakverenigingen te verzekeren, door een bedrag gelijk aan een bepaald percentage van de lonen onvoorwaardelijk ter beschikking van een intersyndicale rekening te stellen,

is overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 Het Belgisch IJzer- en Staalcomité stort vanaf 1 juli 1999 na vervallen kwartaal op een intersyndicale rekening een bedrag dat gelijk is aan 0,525 % van de bij de RSZ aangegeven brutolonen en dat hem overgemaakt wordt door de ondernemingen die onder het N.P.C.IJ. ressorteren.

Van dit bedrag is een deel gelijk aan 0,05 % van de brutolonen een bijdrage in de door de vakorganisaties gedragen uitgaven voor de syndicale opleiding.

De ondertekenende vakverenigingen verklaren dat het saldo van het in alinea 1 beoogde bedrag namelijk bestemd is voor de betaling van een jaarlijkse compenserende toelage aan hun leden.

Artikel 1 bis Vanaf 01.04.2001 wordt het bedrag vermeld in artikel 1, alinea 1, herleid op 0,475 % van de bij de RSZ aangegeven brutolonen.

Op dezelfde datum valt het deel gelijk aan 0,05 % van de brutolonen als toelage voor de syndicale opleiding buiten het toepassingsgebied van onderhavige overeenkomst. Vanaf 01.04.2001 wordt de financiering van de syndicale opleiding geregeld door de bepalingen van artikel 12, alinea 2, van de CAO van 21 april 1972 betreffende syndicale opleiding, waarvan de tekst overeenkomstig gewijzigd wordt.

De ondertekenende vakverenigingen verklaren dat het saldo van het in de eerste alinea beoogde bedrag namelijk bestemd is voor de betaling van een jaarlijkse compenserende toelage aan hun leden.

Artikel 2 De vakverenigingen en de werkgeversorganisatie en hun respectieve vertegenwoordigers op alle niveaus gaan de verbintenissen aan alle akkoorden en overeenkomsten die ze vrij gesloten hebben, hetzij voor de hele staalnijverheid, hetzij voor ondernemingen in een zelfde streek, hetzij voor een bepaalde onderneming, na te leven.

Wordt één van deze overeenkomsten door een nationale of gewestelijke organisatie niet nageleefd of vóór het verstrijken opgezegd, dan kan de benadeelde organisatie zich van rechtswege ontslagen verklaren van de verplichtingen die uit deze overeenkomst voor haar voortvloeien, behalve van de bij artikel 1 voorziene verplichting, die slechts overeenkomstig artikel 10 opgezegd kan worden.

Artikel 3 De vakverenigingen en de werkgeversorganisatie gaan de verbintenis aan al hun invloed aan te wenden om de geest van methode en orde in de sociale betrekkingen, waarvan deze overeenkomst een uiting is die door het sluiten van overeenkomsten of akkoorden tot regeling van de sociale ontwikkeling voor bepaalde termijnen een vaste vorm aanneemt, op gewestelijk vlak en in de ondernemingen te ontwikkelen.

Artikel 4 De vakverenigingen en de werkgeversorganisatie en hun respectieve vertegenwoordigers op alle niveaus gaan de verbintenis aan in geval van een geschil van om het even welke aard, de bepalingen van de overeenkomst van 17 februari 1965 tot vaststelling van de verzoeningsprocedure na te leven en ze in hun ondernemingen te doen naleven.

Artikel 5 Als tegenprestatie voor het naleven van de verbintenissen in de artikels 2 tot en met 4 aangegaan, door de vakverenigingen en hun vertegenwoordigers op alle niveaus, stort het Belgisch IJzer- en Staalcomité vanaf 1 juli 1999 na vervallen kwartaal op een intersyndicale rekening een toelage gelijk aan 0,175 % van de door de aangesloten ondernemingen bij de RSZ aangegeven brutolonen.

Deze toelage kan verminderd of verhoogd worden in de gevallen die in de artikels 6 tot en met 8 voorzien zijn en volgens de in het bijgevoegde toepassingsreglement bepaalde modaliteiten.

Artikel 6

1° De in vorig artikel vermelde toelage kan verminderd worden indien zich een totale of gedeeltelijke werkstaking of een stillegging op onregelmatige wijze voordoet, dit wil zeggen:

- a) in verband met een aangelegenheid waarvoor een overeenkomst van bepaalde duur bestaat die op om het even welk niveau regelmatig gesloten is;
- b) in verband met om het even welke andere aangelegenheid indien de bepalingen van de overeenkomst van 17 februari 1965 tot vaststelling van de verzoeningsprocedure niet nageleefd werden.

2° De toelage wordt verminderd wanneer paritair vastgesteld is dat de staking of de onregelmatige stillegging ontstaan is met de goedkeuring of de medewerking van een nationale vakvereniging, van een gewestelijke bestendige syndicale afgevaardigde of van een syndicale afgevaardigde.

A

In alle andere gevallen kan de toelage verminderd worden behalve indien, na de tussenkost van de syndicale organisaties of afvaardigingen, het werk hernomen wordt uiterlijk tijdens de dienst die volgt op degene tijdens welke de stillegging begonnen is.

Artikel 7 De herhaling van korte arbeidsonderbrekingen en de opzettelijk vertraagde uitvoering van het werk zijn in strijd met de geest van deze overeenkomst. Indien zij zich toch mochten voordoen, zouden zij voor de interpretatie van artikel 6 met een bestendige staking kunnen gelijkgesteld worden.

Om ieder misverstand over de ware aard van arbeidsonderbrekingen voor bijeenkomsten van het personeel te vermijden, wordt eraan herinnerd dat de bijeenkomsten binnen de omheining van de fabrieken slechts mogen gehouden worden volgens de modaliteiten die hiervoor op het vlak van de onderneming voorzien zijn bij toepassing van artikel 44 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juli 1974 houdende statuut van de syndicale afvaardiging van het arbeiderspersoneel in de ijzer- en staalondernemingen. Er zal rekening gehouden worden met de wijzigingen die dit artikel eventueel gedurende de toepassing van deze overeenkomst zou ondergaan.

Artikel 8

1° De in artikel 6 voorziene vermindering wordt niet toegepast wanneer de staking uitbreekt omdat de werkgever, nadat de verzoeningsvoorschriften door de twee partijen nageleefd werden, weigert een nationale of gewestelijke collectieve overeenkomst of een collectieve overeenkomst op het vlak van zijn onderneming toe te passen, ofwel omdat de werkgever wegens een geschil weigert voor de verzoeningsorganen te verschijnen of zich te laten vertegenwoordigen overeenkomstig de door de ondertekenende partijen aangenomen procedure.

2° In dat geval wordt de in artikel 5 vermelde toelage bovendien verhoogd.

Artikel 9 Ten minste bij het begin van elk kwartaal of vroeger indien bijzondere omstandigheden zulks vereisen, onderzoeken de nationale vertegenwoordigers van de ondertekenende partijen, alle feitelijke en rechtsomstandigheden beoordelend, de stilleggingen die zich eventueel tijdens het voorbije kwartaal voordeden en die als onder de toepassing van de artikels 6 tot en met 8 vallend gemeld werden. Zij kunnen daarbij besluiten zich ter plaatse te begeven om hun inlichtingen op tegenspraak aan te vullen.

Indien daarna een gebrek aan overeenstemming nopens de werkelijkheid van de feiten of hun uitlegging ten aanzien van de artikels 6 tot en met 8 blijft voortbestaan, kunnen de vakverenigingen de kwestie voor definitief advies voorleggen aan een college, bestaande uit drie personen, aangeduid bij gemeenschappelijk overleg met de werkgeversorganisatie. Zijn ze het over deze afwijzing niet eens, dan zal het college samengesteld worden uit een persoon aangewezen door de vakverenigingen, een persoon aangewezen door de werkgeversorganisatie en de voorzitter van het N.P.C.IJ.

A

Artikel 10 Deze overeenkomst treedt in werking op 1 april 1971, uitgezonderd voor de specifieke bepalingen die een andere datum van inwerkingtreding voorzien.

Ze wordt voor een onbepaalde duur gesloten; ze kan door elke partij opgezegd worden met een opzeggingstermijn van zes maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité van de IJzernijverheid (PC nr 104).

Artikel 11 De overeenkomst van 17 februari 1965 tot vaststelling van de verzoeningsprocedure wordt voor een onbepaalde termijn verlengd. Ze zal kunnen opgezegd worden volgens dezelfde modaliteiten als diegene die in het voorgaande artikel, 2^{de} alinea, voor de overeenkomst betreffende de syndicale waarborgen bepaald zijn.

Toepassingsreglement van de artikels 6 en 8 van de CAO van
14 mei 1971 over de syndicale waarborgen

A. Voor de toepassing van artikel 6 van de onder rubriek vermelde overeenkomst worden volgende modaliteiten opgemaakt :

1° Wanneer de staking of de onregelmatige stillegging met de goedkeuring of de medewerking van een nationale vakvereniging of van een gewestelijke bestendige syndicale afgevaardigde ontstaan is, zal de vermindering 4,46 € per arbeider die het werk gestaakt of moeten staken heeft en per stilleggingsdag tot de twintigste stakingsdag bedragen en 8,92 € daarna, zonder minder te mogen bedragen dan 6,66 % van de som van de op de vier vorige kwartalen betrekking hebbende toelagen van 0,175 % van de lonen, noch meer dan 50 % van deze som.

2° Wanneer de staking of de onregelmatige stillegging, hoewel ze door de nationale en gewestelijke vakverenigingen afgekeurd werd, met de goedkeuring of de medewerking van één van elke beroepstaak voortdurend vrijgestelde hoofdafgevaardigde ontstaan is, zal de vermindering 3,59 € per arbeider die het werk gestaakt of moeten staken heeft en per stilleggingsdag tot de twintigste stakingsdag bedragen en 7,19 € daarna, zonder minder te mogen bedragen dan 5,33 % van de som van de op de vier vorige kwartalen betrekking hebbende toelagen van 0,175 % van de lonen, noch meer dan 40 % van deze som.

Indien, na tussenkomst van de nationale of gewestelijke vakverenigingen, het werk binnen 24 uren hernomen wordt, dan zal de vermindering slechts de helft bedragen.

A

3° Wanneer de staking of de onregelmatige stillegging, hoewel ze door alle andere syndicale instanties afgekeurd werd, met de goedkeuring of de medewerking van een syndicale afgevaardigde, maar geen hoofdafgevaardigde, ontstaan is, zal de vermindering 1,86 € per arbeider die het werk gestaakt of moeten staken heeft en per stilleggingsdag bedragen, zonder minder te mogen bedragen dan 2,66 % van de som van de op de vier vorige kwartalen betrekking hebbende toelagen van 0,175 % van de lonen, noch meer dan 20 % van deze som.

Indien, na tussenkomst van de vakverenigingen of van een syndicale hoofdafgevaardigde, het werk binnen 24 uren hernomen wordt, dan zal de vermindering slechts de helft bedragen.

4° Wanneer de staking of de onregelmatige stillegging buiten alle goedkeuring of medewerking van een vakvereniging of syndicale mandataris ontstaan is, zal de toelage van 0,175 % van de lonen niet verminderd worden indien, na tussenkomst van de syndicale organisaties en afvaardigingen, het werk uiterlijk hernomen wordt tijdens de dienst die volgt op degene tijdens welke de stillegging hernomen is.

Wordt het werk niet binnen die termijn hernomen, zullen de geschiktheid van een vermindering en het bedrag ervan door de vertegenwoordigers van de ondertekenende partijen samen onderzocht worden; deze laatste zullen rekening houden met de duur en de aard van de stillegging van het werk, met de inspanningen die de syndicale organisaties en afvaardigingen gedaan hebben om de stillegging te vermijden en het werk te laten hervatten evenals met alle andere elementen die de oorsprong, de voortzetting en de opslorping van de stillegging gekenmerkt hebben.

Er kan namelijk besloten worden de toelage niet te verminderen indien de stillegging zich voordoet omdat de werkgever een nationale of gewestelijke collectieve overeenkomst, of een collectieve overeenkomst op het vlak van zijn onderneming niet toepast.

5° De financiële steun die een vakvereniging verleent aan de werknemers die aan een zoals bij artikel 6, 1° van de onder rubriek vermelde overeenkomst onregelmatige staking deelnemen, wordt niet beschouwd als een goedkeuring van de onregelmatigheid door deze organisatie, indien deze steun in buitengewone gevallen besloten werd en indien deze beslissing, vóór haar toepassing, ter kennis gebracht werd van de directie van de door de staking getroffen onderneming of van de werkgeversorganisatie.

6° Wanneer de krachtens dit reglement toe te passen verminderingen voor een bepaald kwartaal de toelage van 0,175 % van de brutolonen van dit kwartaal overschrijden, wordt het niet gedekte deel op het of de volgende kwartalen overgebracht.

#

B. Voor de toepassing van artikel 8 van de onder rubriek vermelde overeenkomst, wordt de toelage van 0.175 % van de lonen volgens dezelfde modaliteiten als die voorzien onder A, 1° van dit reglement verhoogd.

C. Overgang naar de euro

Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

Punt A. 1°	4,46 € en 8,92 €	180 BEF en 360 BEF
Punt A. 2°	3,59 € en 7,19 €	145 BEF en 290 BEF
Punt A. 3°	1,86 €	75 BEF

III. SLOTBEPALINGEN CAO VAN 10 MEI 2001

ARTIKEL 6 Onderhavige overeenkomst treedt in werking op 01.04.2001. Ze wordt afgesloten voor een onbepaalde duur.

Ze kan door elke partij opgezegd worden met een opzeggingstermijn van zes maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité van de IJzernijverheid (PC nr 104).
